

Pas de répit pour la misère

3/08/2011

L'urgence sociale a manifesté hier sa colère contre les coupes budgétaires de l'Etat.

Le constat est terrible. Avec la crise, les travailleurs sociaux ne voient plus seulement arriver dans la rue de grands marginaux ou des personnes seules mais désormais aussi des familles en rupture. Et à la moitié de ces personnes en demande de solution d'hébergement d'urgence, ces professionnels se voient contraints de « dire non alors que leur boulot c'est de dire oui. C'est très violent », lâche Matthieu Angotti, directeur général de la fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars). Si la Fnars en est « totalement solidaire », le mouvement est « parti du terrain », précise Matthieu Angotti. Une réalité qui souligne le ras-le-bol des travailleurs de l'urgence sociale dénonçant hier dans toute la France les coupes budgétaires de l'Etat alors que le nombre de personnes sans hébergement, lui, ne cesse de croître : « Le problème a pris de l'ampleur ces derniers mois car on a le contrecoup de la crise. C'est aujourd'hui que le RSA touche le plus grand nombre de personnes, que le surendettement est le plus important, c'est aujourd'hui qu'on vit le contrecoup le plus dur en terme de grande exclusion », explique Matthieu Angotti.

Même en secteur rural

Si les grands pôles d'attractivité (Ile de France, Lyon ou Marseille) sont les plus touchés, aucune région



■ Les travailleurs de l'urgence sociale ont débrayé hier.

Photo

n'est épargnée. L'association de réinsertion sociale (ARS) qui gère le 115 et effectue des maraudes sur les secteurs du grand Nancy, de Toul et Lunéville le vit au quotidien : « On n'arrive plus aujourd'hui à accueillir de façon inconditionnelle le nombre de personnes qui le souhaitent. La seule différence avec Paris est que nous n'avons pas de difficulté à trouver des logements », explique Odile Begorre-Maire, administratrice de l'ARS.

Encore faut-il les crédits suffisants pour financer ces hébergements, mais pas seulement : « Il y a tout l'accompagnement qui va avec », insiste l'administratrice. « Aujourd'hui, on s'interroge sur ce que l'on va pouvoir mettre en place pour la période hivernale. Nous ne sommes pas sûrs de pouvoir renforcer nos

équipes, nos partenariats avec les résidences sociales ».

Et la situation touche désormais même certains secteurs à caractère rural, montre une enquête de juillet intitulée « Quelles sont les réponses apportées aux personnes sans abri pendant l'été » (**lire ci-contre**), réalisée par la Fnars.

Il y a urgence

Manque de places d'hébergement, Samu social et 115 saturés, familles parfois obligées de se réfugier aux urgences des hôpitaux : la crise s'aggrave, selon les associations. En juillet, en démissionnant, Xavier Emmanuelli, président fondateur du Samu social, lançait le premier cri d'alarme. Le mouvement intervient sur fond de réforme du secteur, le gouvernement souhaitant donner la

Repères

► « Les 115 disent non 2 fois sur 3 », révèle la Fnars, fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale dans une enquête réalisée le 20 juillet dernier sur un échantillon de 34 départements, hors Paris, (dont dans le Grand Est les Ardennes, le Doubs, le Jura, la Haute-Saône), et 1.701 demandes d'hébergement d'urgence exprimées le jour même. Selon cette enquête, « deux fois sur trois, les réponses des 115 aux personnes qui les sollicitaient ont été négatives. Les familles avec enfants ont elles aussi reçu des réponses majoritairement négatives. Première cause invoquée : l'absence de places disponibles ».

► Le secrétaire d'Etat au Logement, Benoist Apparu, a affirmé hier que les budgets finançant l'hébergement d'urgence avaient « augmenté en l'espace de 4 ans », en réponse aux personnels du secteur en grève contre une réduction des fonds prévue pour 2011. « Sur la France entière, le budget a augmenté de 30 % », a déclaré sur RMC Benoist Apparu, qui explique la grève des personnels de l'urgence sociale par le fait que la réforme du secteur engagée par le gouvernement « les inquiète ».

priorité à l'accès des sans-domicile à un véritable logement. Si les associations adhèrent au principe, elles estiment que le gouvernement met « la charrue avant les bœufs ». L'Etat « donne une réponse de moyen terme à une urgence. Il anticipe une réforme qui n'est même pas commencée [...] La situation sera explosive à la rentrée s'il n'y a pas de réponse », prêche Matthieu Angotti.

Marie-Hélène VERNIER